

Plaidoyer pour la forêt algérienne

Réflexion sur une gestion écologique des forêts algériennes dégradées

par Abdelmalek ABDELFETTAH

La forêt algérienne n'a cessé de se dégrader ces dernières décennies, aussi bien quantitativement que qualitativement.

Les vastes campagnes de reboisement n'ont pas donné les résultats escomptés. Il faut aujourd'hui s'attaquer aux causes de la dégradation. Cela passe par une réflexion sur une gestion écologique et durable des forêts qui ne pourra être portée que par une volonté politique forte et par l'implication des populations au devenir de la forêt.

En l'espace de quelques générations, la forêt algérienne a été profondément marquée par les défrichements, les guerres, les incendies et le surpâturage. Les forêts jadis denses et riches ont progressivement disparu ou laissé place à des peuplements clairsemés, des maquis ou des garrigues.

Des massifs de thuya, de chêne vert, de genévrier ont ainsi disparu ou tendent à le faire. De vastes étendues de maquis à base de lentisque, de filaire, de chêne kermès, d'arbousier s'éclaircissent et jouent de moins en moins leur rôle de protection des sols et de régulation du régime hydrique.

Devant le risque d'extinction qui pèse sur eux, ces massifs dégradés doivent susciter l'intérêt et l'attention qu'ils méritent. Ils sont le flanc vulnérable du patrimoine naturel algérien, car ils ouvrent la voie à la désertification du nord du pays.

Les superficies concernées sont immenses, et les actions classiques de reboisement, coûteuses, n'arriveront jamais à remplacer la couverture forestière inexorablement perdue. En effet, d'énormes efforts financiers ont été faits en faveur de ce secteur. Plus d'un million deux cent mille hectares ont ainsi été reboisés. Pourtant, le recul et la dépréciation de la couverture forestière continuent inexorablement. Nous sommes dans une situation où les efforts consacrés d'un côté sont annihilés de l'autre.

La proportion qu'occupe la couverture forestière en Algérie est, à l'heure actuelle, insuffisante.

Favoriser la protection et la préservation

Toutes ces données sont connues et sont même devenues des poncifs. Mais que faut-il faire alors ? Comment faut-il agir pour qu'un jour la forêt algérienne cesse de reculer, qu'elle ait une chance de recoloniser dans toute sa vigueur les territoires qui lui reviennent et de jouer pleinement son rôle dans l'équilibre écologique du pays, par la régulation du cycle de l'eau, la protection des sols, la sécurité des infrastructures, l'adoucissement du climat et l'esthétique des paysages ?

Le seul reboisement arrivera-t-il, et à quel prix, à soutenir le rythme des pertes en surface et en consistance du couvert végétal ? Le défi semble insurmontable, sauf si nous prenons en considération, et délivrons la formidable capacité de la nature à se reconstruire. Il est possible de mobiliser cette force à la condition que tous nos efforts s'orientent et se concentrent, le temps qu'il faut, sur une politique axée essentiellement sur la protection et la préservation.

Pour un même niveau d'investissement, nous serons amenés sans doute à reboiser moins, mais mieux, et nous nous donnerons alors, en contrepartie, les moyens de s'attaquer avec plus de détermination et d'efficacité aux facteurs de régression que sont l'incendie et le surpâturage.

Alliée à la vitalité de la nature, cette démarche privilégiant la sauvegarde sera la plus rentable à long terme du point de vue de la lutte contre l'érosion. Les reboisements seront plus orientés vers la création de forêts de production à forte potentialité (bois de qualité, espèces et provenances sélectionnées, zones fertiles, sylviculture intensive).

Photo 1 :
Pinède dégradée
du versant nord
de la forêt de Senalba
à Djelfa au sud ouest
d'Alger.
Photo DGF Algérie.



La réduction réelle et à large échelle des pressions négatives permettra une reprise de la régénération et une remontée biologique qui viendra enrichir les sols et les aérer. Ainsi sera permise l'amorce d'un cycle d'évolution progressive qui verra les cortèges floristiques, les strates arbustives et/ou arborées se renforcer et reconquérir leur espace naturel initial.

Là où les conditions sont les plus favorables, des forêts se réinstalleront. Ailleurs, une couverture végétale pérenne, même basse, mais conséquente, sera à même de se maintenir et d'assurer la protection des sols.

Ce cycle est bien sûr lent et long, et nécessite un investissement humain durable, mais il représente objectivement la seule alternative envisageable pour les vastes espaces qu'occupent actuellement les massifs dégradés.

Renforcer la préservation de nos forêts, tel est le préalable incontournable qui rendra possible la gestion des forêts encore en bon état et la prise en charge des forêts dégradées. Ces dernières pourront alors faire l'objet, comme décrit plus loin, d'un aménagement que l'on appellera écologique, qui visera à les rééquilibrer biologiquement et à orienter leur mise en valeur.

Le surpâturage

Il est vrai que le problème de l'élevage en forêt est délicat et difficile à résoudre, car lié à une demande sociale pressante et des habitudes acquises depuis fort longtemps.

Mais il est tout aussi vrai et, pour le moins inacceptable, qu'une telle activité économique — car l'élevage en est bien une — continue à s'exercer de cette manière au détriment d'un bien public sensible et stratégique. Le coût des répercussions actuelles et à venir qui en découlent est sans commune mesure avec les profits, quels qu'ils soient, tirés de cette spéculation.

Pour toutes ces raisons, il est grand temps de mener une réflexion de fond sur la gestion de cet élevage en forêt.

De toutes les manières, une étude solide consacrée à cette problématique est nécessaire et permettra de passer du niveau du constat à celui de l'information pour une quête de solutions.

Une meilleure connaissance du problème mènera, en collaboration avec tous les intervenants (services des forêts, communes, services agricoles, services vétérinaires, cham-

bres d'agriculture) à mettre au point un programme ayant pour objectif l'organisation de l'élevage dans tous ses aspects (réglementation, organisation, identification des éleveurs et des troupeaux, taxations, amélioration des parcours, développement de la production fourragère, développement des sous-produits de l'élevage, amélioration des races, suivi sanitaire...).

D'aucun est conscient que nous sommes en présence d'un problème complexe qui ne trouvera peut-être pas toute sa solution dans ses aspects seulement techniques et qu'il faut y intégrer les transformations des relations sociales de production.

Les incendies

Le problème a été étudié dans tous ses aspects et les solutions techniques les plus appropriées sont connues.

En matière de lutte active, tout doit concourir à réduire au maximum le temps écoulé entre l'alerte et la première intervention (cartographie bien renseignée, bonne couverture des points de surveillance, moyens de communication adéquats, brigades mobiles et points d'eau disponibles...)

La prévention et la lutte passive doivent mobiliser tous les moyens connus et d'autres moins usités tels que l'installation de stations météorologiques d'alerte en forêt, en collaboration avec l'Office national de la météorologie.

L'objet ici n'est pas de détailler les techniques de lutte mais de souligner la nécessité d'un investissement accru dans ce domaine, sans lequel la gestion des forêts restera toujours aléatoire.

Aménagement écologique des maquis et forêts dégradées

Parallèlement à la gestion classique des forêts bien venantes dont l'aménagement sera alors possible, vu l'allègement des pressions d'incendies et de parcours, les maquis et forêts dégradées feront l'objet d'une approche spécifique et seront soumis à un aménagement dit « écologique » relativement peu contraignant en moyens.

Ce dernier peut se résumer selon les principaux axes suivants :

- cartographie et parcellisation systématique ;



Photo 2 :
Envahissement de la forêt de Senalba, par l'Alfa : indice de dégradation.
Photo DGF Algérie.

- description des formations végétales ;
- installation d'un minimum d'infrastructure de circulation et de surveillance ;
- protection accrue contre les incendies ;
- organisation et, le cas échéant, amélioration des parcours ;
- travaux d'aide à la régénération et au développement des espèces forestières principales ou secondaires.

Conclusion

Aujourd'hui, alors que l'état de sécheresse qui sévit dans la région méditerranéenne fait regretter chaque goutte d'eau qui ne s'est pas infiltrée dans le sol pour alimenter les sources et chaque particule de terre arrachée qui va combler les barrages, il est urgent de concentrer tous les moyens sur la préservation de tout le couvert forestier, maquis compris.

En conclusion, il y a lieu de mettre en avant et de faire admettre certains postulats soutenus par des arguments scientifiques et

Photo 3 :
Cédraie dans le parc national de Belezma Algérie orientale.
Photo DGF Algérie.



économiques irréfutables et qui peuvent être énoncés comme suit :

1 – vu leur importance relative en superficie, les massifs dégradés renferment *de facto* le devenir de la forêt algérienne ;

2 – le cycle de régression mu essentiellement par les incendies et le pacage incontrôlé entraîne la destruction et la disparition, à terme, de ces forêts ;

3 – l'objectif de préservation et de production doit constituer l'axe principal, et le plus rentable à long terme, d'une nouvelle politique forestière, car s'il est bien de reconstituer les forêts, il est mieux à tous égards d'empêcher leur destruction ;

4 – le reboisement *stricto sensu*, en plus d'être onéreux, bien que nécessaire dans certains cas, ne peut être le moyen majeur de reconstitution des millions d'hectares de forêts dégradées. En revanche, il peut être un facteur de développement économique non négligeable s'il est orienté vers la création de boisements de production à forte potentialité ;

5 – dès lors que les facteurs négatifs seraient éliminés ou du moins réduits, la vitalité de la nature, aidée le cas échéant par l'homme, fera que le cycle de régression peut laisser place à un cycle progressif de reconstitution des massifs pour peu que le niveau de dégradation ne soit pas en phase finale. De là, l'importance du facteur temps et l'urgence d'agir sans plus attendre ;

6 – les leviers du développement pastoral ne peuvent que très partiellement se situer en forêt et encore faut-il prendre en compte la saison et la pression pastorale. En tout état de cause, le parcours anarchique en forêt ne profitera finalement guère à l'élevage, encore moins aux réserves hydriques, et à l'agriculture qui en dépend. Néanmoins, pour les forêts sud-méditerranéennes, l'approche pour un aménagement intégré, doit accorder une attention particulière aux concepts de négociation, de partenariat et de participation. En effet, en l'absence d'alternatives économiques, les populations des zones forestières et de la périphérie se rabattront inexorablement sur les seules ressources forestières.

7 – la gestion écologique des forêts dégradées doit être envisagée et développée. Elle sera basée sur la reconstitution naturelle de la végétation, aidée, le cas échéant, par des interventions sylvicoles. La gestion des parcours et la protection contre l'incendie seront les préalables conditionnant cette approche.

La prise en charge d'une telle gestion, plus dense et plus en adéquation avec les réalités du terrain, nécessite le développement de nouvelles capacités organisationnelles ainsi qu'une maîtrise des sciences et des techniques orientée vers l'innovation et l'efficacité.

A.A.

Résumé

En Algérie, les seuls reboisements n'arriveront jamais à compenser les pertes en surface et en qualité du couvert végétal existant. Le défi est insurmontable pour les forêts méditerranéennes, vulnérables aux incendies et autres changements globaux. Les efforts doivent s'orienter et se concentrer sur une politique axée essentiellement sur la protection et la préservation. Pour un même niveau d'investissement, il faudra sans doute reboiser moins, mais mieux, avec des espèces adaptées aux changements climatiques et dans l'optique de la création de forêts de production à forte potentialité.

Les investissements iront à la prise en charge de nos forêts par une meilleure maîtrise des plans de gestions. La réduction des pressions négatives permettra une reprise de la régénération et une remontée biologique qui viendra enrichir les sols. Préserver les forêts algériennes, tel est le préalable incontournable qui rendra possible la gestion des forêts encore en bon état et la prise en charge des forêts dégradées.

Summary

A plea for Algerian forests

In Algeria, reforestation will never keep up with the loss in surface area and quality of the present woodlands. The challenge to Mediterranean forests is insurmountable, vulnerable as they are to wildfire and global changes generally. Efforts need to focus on policies designed essentially for their protection and conservation. For a constant level of investment, there should no doubt be less but better replanting, using areas adapted to climate change with a view to establishing forests with potential for high yields.

Investments need to aim at taking our forests in hand with much-improved management plans. Reducing negative pressures should facilitate self seeding and enhanced biological activity which will enrich the soil. Preserving Algerian forests: this is the indispensable first condition which will permit us to manage those forests that are still in a healthy state and take in hand deteriorated woodlands.